



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 04/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES DU BASSIN RHONALPIN

La Tour Millery
CS 44567
69390 Vernaizon

Références : UID4243 MEA 024 0246

Code AIOT : 0006101259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2024 dans l'établissement CARRIERES DU BASSIN RHONALPIN implanté Puits St Pierre 42150 La Ricamarie. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DU BASSIN RHONALPIN
- Puits St Pierre 42150 La Ricamarie
- Code AIOT : 0006101259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Ce site a obtenu un renouvellement de son autorisation le 24 février 2016 pour poursuivre l'exploitation du schiste rouge, pour une durée de 15 ans.

Par arrêté préfectoral complémentaire, le site a obtenu l'autorisation de remblayer le site, dans le cadre de sa remise en état, avec des déchets non dangereux inertes dits "facteur 3".

Par ailleurs, le site accueille également une activité de recyclage de bétons et croûtes d'enrobé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Bornage | Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 16.2 | Sans objet |
| 2 | Phasage | Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 18 | Sans objet |
| 3 | Surveillance des émissions de poussières | Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 30.3 | Sans objet |
| 4 | Remblayage | Arrêté Préfectoral du 21/09/2021, article 38.2 | Sans objet |
| 5 | Remblayage | Arrêté Préfectoral du 21/09/2023, article 38.3 | Sans objet |
| 6 | Remblayage | Arrêté Préfectoral du 21/09/2021, article 38.4 | Sans objet |
| 7 | Remblayage | Arrêté Préfectoral du 21/09/2021, article 38.8 | Sans objet |
| 8 | Eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 21/09/2021, article 29.3.1 | Sans objet |
| 9 | Remise en état | Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 23.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation présente un retard dans le phasage déterminé dans le dossier initial. L'exploitant a toutefois commencé les opérations de végétalisation prévues dans la phase 1.

Concernant le suivi du remblayage avec des matériaux extérieurs au site, la procédure d'acceptation préalable est respectée.

Concernant le suivi environnemental, le contrôle a porté sur les émissions de poussières et le suivi de la qualité des eaux autour du site. La surveillance est réalisée conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bornage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 16.2 |
| Thème(s) : Autre, Bornage |
| Prescription contrôlée : L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à la Direction régionale l'environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes (Unité Territoriale de la Loire). |
| Constats : Suite au constat fait lors de l'inspection précédente (rapport du 12/09/2016), l'exploitant a fait procéder à un complément de bornage pour les parcelles 291, 289, 287 et 285 et au positionnement de la limite autorisée. Ce complément de bornage a été effectué par le cabinet CHALAYE le 7 septembre 2017. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Phasage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 18 |
| Thème(s) : Autre, Phasage |
| Prescription contrôlée : Le phasage d'exploitation (cf. plans annexés) doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet de la Loire. Chaque phase correspond à une durée de 5 ans. L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée. |
| Constats : L'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation daté d'octobre 2023. La configuration du site correspond à la phase 1 du dossier de demande initiale, alors que l'exploitation devrait se situer à la moitié de la phase 2. Le retard est estimé à environ 5 ans. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre les derniers plans d'exploitation par courrier Au plus tard, au terme de la phase 2 (2026), procéder à un porter à connaissance si la situation perdure. |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 30.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières

Prescription contrôlée :

Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière.

Les mesures de retombées de poussières sont effectuées en période sèche, aux frais de l'exploitant, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les prélèvements et mesures sont effectués selon les normes en vigueur.

Une première campagne de mesures est effectuée dans l'année suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Des campagnes de mesures de retombées de poussières seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum, tous les ans.

En fonction des résultats obtenus lors des campagnes de mesures de retombées de poussières dans l'environnement, le nombre, l'emplacement des points de mesure et la fréquence des mesures pourront être revus en accord avec l'inspection des installations classées.

La première campagne de mesures, mentionnée ci-dessus, visera en plus l'analyse des paramètres suivants : concentration en PM10, concentration de la fraction alvéolaire, concentration en silice cristalline (quartz, cristobalite et tridymite).

Le rapport évalue le risque sanitaire en comparant les valeurs mesurées aux valeurs guides de l'OMS et valeurs réglementaires françaises pour la fraction PM10 des poussières, et à la valeur d'exposition chronique de référence de l'OEHHA pour la silice cristalline.

A la notification du présent arrêté, la valeur guide de l'OMS pour la concentration en PM10 est de 20 µg/m³ en concentration moyenne annuelle, la valeur limite à ne pas dépasser en PM10 est de 40 µg/m³ en moyenne annuelle (décret n°2002-213), et il existe un objectif de 30 µg/m³ en moyenne annuelle en PM10 (décret n°2002-213).

La valeur d'exposition chronique de référence publiée par l'OEHHA est de 3 µg/m³ pour la silice cristalline (quartz, cristobalite, tridymite). Il s'agit de la concentration pour laquelle aucun effet néfaste pour la santé des populations indéfiniment exposées à ce niveau de concentration, n'est envisagé.

Ces valeurs pourront évoluer en fonction des évolutions de l'état des connaissances, recommandations et de la réglementation.

Constats :

La première mesure effectuée en 2017 (du 17 au 31/07/2017) a fait l'objet d'une mesure de la concentration en PM10, concentration de la fraction alvéolaire, concentration en silice cristalline (quartz, cristobalite et tridymite).

Les résultats étaient conformes aux valeurs notifiées dans l'arrêté.

A partir de 2018, les prélèvements ont été faits par jauge.

L'exploitant a été en mesure de présenter une synthèse des résultats.

La fréquence annuelle est respectée. Les résultats ne présentent pas d'anomalie à l'exception d'une mesure réalisée en septembre 2018 (648 mg/Nm³), pour laquelle l'exploitant n'a pas trouvé d'explication.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2021, article 38.2

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 38.1 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe 1 du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe 1 du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe 2 - Colonne A.

En plus des déchets dits « annexe 1 » et « annexe 2 - Colonne A » du présent arrêté, des déchets inertes dit « facteur 3 », c'est-à-dire dont les valeurs limites sur la lixiviation retenues dans l'arrêté ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs limites des paramètres de lixiviation définis en annexe 2 - Colonne A, pourront être acceptés en remblaiement sous réserve des dispositions des articles 38.1 et 38.3. Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluât. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2. Les valeurs ainsi définies sont reportées en annexe 2 - Colonne B.

Un déchet n'est admis sur le site qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable qui définit les modalités de contrôle pour s'assurer de la conformité des déchets réceptionnés.

Constats :

Une procédure d'acceptation préalable a été mise en place.

L'exploitant a développé une application permettant de faciliter les démarches administratives liées à l'acceptation préalable.

Dans la majorité des cas, les producteurs de déchets transmettent au préalable les analyses des lots conformément à l'annexe 2 de l'APC du 21/09/2021. Si les analyses permettent de confirmer que le lot correspond bien à un déchet non dangereux inerte dit « 3+ », un document d'acceptation préalable est initié.

A l'arrivée du ou des lots sur site, une vérification visuelle du chargement est réalisée.

Par ailleurs, l'exploitant lance, en cas de doute ou de manière aléatoire, des analyses à ses frais de manière à vérifier l'exactitude des déclarations du producteur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remblayage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2023, article 38.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Déchets "Inertes Facteur 3" |
| Prescription contrôlée : Dans la zone définie en annexe 3 du présent arrêté, les déchets dits « inertes facteur 3 » sont acceptés en remblaiement dans la limite d'une surface de 33 600 m ² . Les catégories de déchets admis se limitent aux déblais provenant de chantiers et des industries du bâtiment et des travaux publics ainsi que des carrières. Les déchets dits « Inerte facteur 3 » sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie à l'article 38.2 après qu'il y ait eu une caractérisation de base du déchet conformément à l'annexe 4. Les résultats de la caractérisation de base sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Les résultats de la caractérisation sont conservés Sur la carrière, la zone de déchargement « Inertes 3+ » est indiquée et bien distincte de la zone de déchargement des « Inertes » (ISDI des Egassons). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Remblayage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2021, article 38.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Information préalable |
| Prescription contrôlée : Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant : <ul style="list-style-type: none">• le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;• le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET;• le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;• l'origine des déchets ;• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;• la quantité de déchets concernée en tonnes Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 38.2. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées. |

| |
|---|
| |
| <p>Constats :</p> <p>Avant la livraison, un document préalable d'acceptation a été renseigné (procédure informatisée). Le document vérifié (DAP n°0004-CBR-TERRIL-7375-2024-360-AD). Ce document contient toutes les informations demandées à l'article 38.4 de l'APC du 21/09/2021.</p> <p>A l'arrivée sur site, l'agent à la bascule émet un bon d'admission (ou refuse en fonction de la vérification visuelle). Le bon d'admission indique le numéro de DAP ainsi que le casier dans lequel le chargement sera vidé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Remblayage

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2021, article 38.8</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 38.5 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le registre est également informatisé et est établi à partir des bons d'admission. Il y a 2 registres, un pour les inertes 3+ (accueillis sur la carrière) et un pour les inertes accueillis sur le site de l'ISDI. Une vérification a été faite sur le mois de septembre 2024 pour le registre Inertes 3+ et sur le mois de juillet 2024 pour le registre Inertes.</p> <p>Il indique le n° du bon d'admission, le n° de DAP, noms du client et du transporteur, immatriculation du camion, adresse du chantier, type de déchets et son code, la quantité, le n° de casier et si le déchet a été accepté ou refusé. Le motif du refus est bien signalé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2021, article 29.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : Eaux souterraines : L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article. 1°) Conception du réseau de forages Sur la base de l'étude hydrogéologique du site, sont définis : <ul style="list-style-type: none">- le nombre de forages (a minima, 3 forages dont un en amont hydraulique) intégrant l'ouvrage BSS001VRAF- leur lieu d'implantation- leur profondeur,- leur coupe technique prévisionnelle (conception, équipement, protection)- leur coupe géologique prévisionnelle L'étude ainsi actualisée avec la proposition du réseau de forages est transmise à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. 4°) Nature et fréquence d'analyse Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence trimestrielle (2 analyses en période de basses eaux et 2 analyses en période de hautes eaux). <ul style="list-style-type: none">• pH, conductivité et température• BTEX• Hydrocarbures totaux• Éléments traces métalliques (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn)• HAP• Chlorures, Fluorures, Carbone Organique Total, Sulfates, Indice Phénols• Fraction soluble Parallèlement, le niveau piézométrique est relevé dans chaque piézomètre et une carte est établie afin de vérifier le sens des écoulements souterrains. Un rapport présentant et interprétant les résultats d'analyses des eaux souterraines est établi et transmis au préfet tous les ans. En cas d'anomalie constatée, notamment une concentration supérieure de 20 % à la concentration mesurée lors de l'état initial (analyses du 07/01/2020 dans l'ouvrage BSS001VRAF, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour remédier à la situation et en informe l'inspection des installations classées. Si, à l'issue de huit campagnes d'analyses consécutives, les résultats ne présentent pas de dérives anormales par rapport à l'état initial (analyses du 07/01/2020) établi dans le cadre du dossier du 26/01/2021 référencé CDMCCE200045/RDMCCE02371-03, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>L'étude hydrogéologique a été réalisée en mars 2022. Cette étude a conclu à l'impossibilité de réaliser des forages permettant de capter des écoulements pérennes dans le sol.</p> <p>Le BE a recherché des points de prélèvements d'eau superficielles amont et aval et les prélèvements et analyses ont commencé en 2024 (analyses en février, juin et septembre).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre l'étude hydrogéologique</p> <p>Transmettre le rapport présentant et interprétant les résultats d'analyses.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Remise en état

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 23.1</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Remise en état</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La végétalisation du site et les plantations sont réalisées au fur et mesure de l'avancement de l'exploitation.</p> <p>Le réaménagement intègre la création de merlons. Le merlon prévu côté Est du terril est créé, végétalisé et planté dès la première année d'exploitation (cf. schéma d'aménagements paysagers en annexe).</p> <p>Les opérations de végétalisation respectent les données techniques énoncées dans l'étude d'impact du dossier de demande.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a suivi le plan de remise en état de la phase 1 annexé à l'arrêté préfectoral.</p> <p>Il a procédé à la végétalisation et plantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du talus en partie sud du site (le long de la voie d'accès au bureau), - du talus en partie supérieure, au-dessus des stocks - en partie sommitale - du merlon créé côté est <p>La végétalisation par hydroseeding a bien fonctionné. En revanche, beaucoup d'arbres plantés sont morts.</p> <p>L'exploitant indique avoir établi un partenariat avec FNE et le CFPPA de Montravel pour élaborer une terre plus accueillante pour les plantations.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les factures concernant les opérations de remise en état.</p> <p>Transmettre le plan d'action prévu pour les futures plantations</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |